



BULLETIN 01 Juin 2015

DANS CE NUMÉRO

- Feuilles de route
Etat des lieux
- Les feuilles de route
comme outil de
programmation futur
pour les États membres
- L'environnement propice
au Forum politique pour
le développement
- Histoires du terrain
Consultation de la société
civile en Mauritanie

KEEPING TRACK

Feuilles de route de l'UE pour l'engagement avec la société civile

'Keeping track' est le premier bulletin sur les feuilles de route de l'UE par pays pour l'engagement avec la société civile. Il se compose d'une compilation d'articles déjà publiés en ligne sur les pages dédiées de "Capacity4dev" (Groupe Société Civile). L'objectif de ce bulletin est d'assurer la visibilité sur le processus et l'échange d'expériences entre les différents acteurs impliqués dans l'élaboration et la mise en œuvre des feuilles de route.

FEUILLES DE ROUTE – ETAT DES LIEUX

Il y a maintenant plus d'un an que l'exercice d'élaboration des feuilles de route de l'UE par pays pour l'engagement avec la société civile, à l'échelon des pays, a été lancé. Plus de 80 ont été reçues à ce jour et plusieurs autres sont attendues plus tard dans le courant de l'année. Des facteurs tels que des conflits internes et crises humanitaires, comme celle d'Ebola, ont retardé le processus dans certains pays.

En termes d'enseignements tirés, il est devenu clair que le processus de développement des feuilles de route s'avère au moins aussi important que le produit final lui-même. De nombreuses délégations de l'UE (DUE) ont utilisé les feuilles de route comme point d'entrée pour toucher un éventail plus étendu de la société civile et engager un processus élargi de dialogue. Les feuilles de route ont en outre joué un rôle dans le renforcement de la collaboration et de la coordination avec les États membres et d'autres acteurs internationaux.

Les feuilles de route de l'UE par pays devraient être considérées comme un cadre stratégique pour l'ensemble de l'engagement de l'UE avec la société civile, incluant les connaissances, le dialogue politique et le soutien opérationnel. Les feuilles de route sont donc appelées à accroître la cohérence et l'impact des initiatives existantes en établissant des orientations stratégiques globales. Ces dernières pourraient ensuite être converties en documents de programmes et projets spécifiques et en lignes directrices pour les appels à propositions, qui seront préparés par les délégations de l'UE. L'intégration de l'appui à la SC dans les secteurs prioritaires de la coopération de l'UE sera également primordiale, le cas échéant, pour la mise en œuvre des feuilles de route. En attendant, la Commission européenne a mis en place une Facilité Feuilles de route, pour apporter un appui aux délégations de l'UE dans la préparation, la mise en œuvre et le suivi de ces documents.

Les feuilles de route publiques seront progressivement mises à disposition au travers de la plate-forme de [Capacity4Dev](#), en utilisant le [Groupe public sur la société civile](#). Dans certains cas, cependant, il a été décidé de limiter l'accès à ces documents.



© EU Europeaid photo library



© EU Europeaid photo library



© EU Europeaid photo library

LES FEUILLES DE ROUTE COMME OUTIL DE PROGRAMMATION FUTUR POUR LES ÉTATS MEMBRES

Une interview de Cornelius Hacking du ministère néerlandais des Affaires étrangères

Quelque vingt-cinq pour cent du budget de l'aide publique au développement (APD) des Pays-Bas sont orientés vers des organisations de la société civile (OSC) ou passent par leur intermédiaire. Parfois ils sont distribués directement par les ambassades néerlandaises dans les pays partenaires, voire au travers de programmes thématiques centraux. Une troisième voie est représentée par les programmes de renforcement des capacités, comme le futur programme "Dialogue and Dissent" ("Dialogue et divergences"), créé pour soutenir les activités de lobbying et de plaidoyer dans les pays partenaires, à partir de 2016.

Cornelius Hacking, du ministère néerlandais des Affaires étrangères, fonde de grands espoirs sur les feuilles de route pour l'engagement avec la société civile. «J'espère que nous pourrions commencer à utiliser les feuilles de route dans un avenir proche. Nous espérons les utiliser pour analyser la situation dans le pays, voir quelles sont les questions les plus importantes et, tout aussi fondamental, apprendre ce que font d'autres bailleurs dans un pays spécifique. Si nous savons tout cela, nous serons en mesure d'adapter notre programmation, si nécessaire, afin d'éviter de soutenir des domaines qui pourraient se révéler peu tangibles, ou des zones déjà couvertes par d'autres.

Pour le moment, nous sommes très préoccupés par l'environnement propice pour les OSC. Leur espace opérationnel se réduit : dans un nombre croissant de pays, les OSC sont confrontées à de plus en plus d'obstacles, par exemple par l'introduction de nouvelles lois contre les OSC. Tel est par exemple le cas en Russie et en Egypte. Mais aussi au Soudan du Sud et dans un certain nombre d'autres pays partenaires des États membres de l'UE, où il n'est plus autorisé ou très difficile de recevoir de l'argent de l'étranger, rendant ainsi un financement externe pour les OSC impossible".



© EU Europeaid photo library

Et Hacking poursuit : "Maintenant qu'un certain nombre de feuilles de route sont finalisées, nous demandons à nos ambassades d'indiquer spécifiquement, dans leurs plans et rapports annuels, ce qu'ils font ou comment ils se sont engagés avec la feuille de route de l'UE par pays. Je voudrais demander à tous les États membres de faire de même, afin d'assurer qu'ils prennent bonne note de l'importance des feuilles de route. Notre ministère sait que la plupart de nos ambassades ont été impliquées dans l'élaboration de ces dernières. Mais jusqu'à présent, nous n'en avons pas encore vu l'impact sur notre programmation. Mais j'espère manifestement que ce sera le cas dans un avenir proche. Nous espérons également que les feuilles de route vont jouer un rôle important dans le renforcement des environnements propices; pour cela, nous estimons important qu'elles soient accessibles au public. Et lorsque cela s'avère difficile ou lorsque les feuilles de route sont à usage restreint, il faut veiller à ce qu'il y ait une version publique adaptée disponible, non seulement pour nous, mais aussi pour les OSC, dans nos pays partenaires".

L'ENVIRONNEMENT PROPICE AU FORUM POLITIQUE POUR LE DÉVELOPPEMENT

Voix du FPD, Bruxelles 17 - 18 Mars 2015

Un environnement propice se réfère aux conditions nécessaires à la société civile, afin qu'elle puisse jouer son rôle en tant qu'acteur actif, efficace et indispensable au développement.

C'est uniquement lorsqu'un ensemble de conditions est en place pour s'engager de façon soutenue et efficace, que les acteurs au développement sont en mesure d'apporter une valeur ajoutée à leurs sociétés. Cet ensemble de conditions est considéré comme un environnement propice. Il comprend des éléments liés à des cadres juridiques, réglementaires et politiques, ainsi qu'à des facteurs politiques, socio-culturels et économiques. Au cours du dernier Forum politique pour le développement, qui s'est tenu à Bruxelles à la fin du mois de mars, les progrès dans le renforcement d'un environnement propice ont été examinés par l'ensemble des participants.



© EU Europeaid photo library

Selon Antonio Tujan, de la Plateforme des OSC pour l'Efficacité du Développement, il existe trois niveaux lorsqu'il s'agit de créer un environnement propice pour les acteurs au développement. Le premier niveau est la reconnaissance des droits et libertés des OSC par



© EU Europeaid photo library

un environnement juridique réglementaire. Le deuxième niveau est la possibilité d'influencer la politique. Pour que ceci soit assuré, le plein accès à l'information est nécessaire. Le dernier niveau pour fournir un environnement propice est la disponibilité d'un appui aux OSC de la part de donateurs, ainsi que d'acteurs du secteur privé. Antonio Tujan reconnaît qu'il n'existe souvent encore qu'un espace limité pour la consultation. "Bien que dans mon pays, les Philippines, et quelques autres, l'espace de consultation est satisfaisant, ceci reste assez rare dans beaucoup d'autres pays".

Lorsqu'il s'agit de mesurer l'environnement propice, Ziad Abdel Samad du Réseau des ONG arabes pour le développement déclara lors du Forum qu'il existe cinq dimensions pour une telle mesure. "Nous devons observer comment les OSC sont informées, comment elles peuvent fonctionner et quels sont leurs facteurs restrictifs. Nous avons ensuite besoin d'examiner également si elles ont accès à des ressources et s'il y a liberté d'expression. La dernière dimension que nous devons prendre en considération est de savoir s'il existe un droit de réunion pacifique".

Pour l'UE également, la promotion d'un environnement propice dans les pays partenaires est une priorité. Les feuilles de route par pays sont focalisées sur les questions de droits légaux fondamentaux, de viabilité organisationnelle et financière et de participation de la société civile à la vie publique. L'UE a créé différents outils pour examiner et suivre la société civile. Les feuilles de route par pays sont un outil stratégique pour ce faire, car elles mettent en avant ce que sont ces objectifs stratégiques. Les feuilles de route par pays pour l'engagement avec la société civile sont complétées par les stratégies de l'UE par pays en matière de droits humains et diverses politiques géographiques.

L'UE soutient la société civile par la consultation et le dialogue. Elle exprime également son soutien, en étant présente et visible dans les pays partenaires. L'UE appuie en outre le développement des capacités des OSC et le plaidoyer fondé sur des données concrètes, ainsi que le renforcement des plates-formes, coalitions et alliances existantes. Simultanément, elle traite avec les autorités dans le cadre d'un dialogue politique, en facilitant le dialogue multipartite et en tirant profit de l'expertise internationale, éléments qui, pris ensemble, devront contribuer à un environnement plus propice.

Pour plus d'informations et de documentation sur le dernier Forum politique pour le développement veuillez cliquer : https://webgate.ec.europa.eu/fpfis/mwikis/aidco/index.php/Policy_forum_on_development.

HISTOIRES DU TERRAIN – CONSULTATION DE LA SOCIÉTÉ CIVILE EN MAURITANIE

"Il incombe aux organisations de la société civile à nous organiser autour d'un idéal ou d'un thème qui nous donnera la crédibilité» et «la société civile en Mauritanie ne parvient pas à atteindre la masse critique lui permettant de représenter la voix de la population." Il s'agissait là de deux des nombreuses déclarations qui ont été abordées au cours de trois ateliers organisés en Mauritanie durant le mois de mars.

Afin de contextualiser les trois priorités de la «Communication 2012 : Les Racines de la démocratie et du développement durable: l'engagement de l'Europe avec la société civile», la Facilité d'appui à la Feuille de route a organisé trois ateliers participatifs SWOT, plus un certain nombre de consultations régionales en Mauritanie. Plus de 110 représentants d'OSC de l'ensemble du pays ont participé à des débats autour des trois priorités, à savoir : 1. Renforcer les efforts visant à promouvoir un environnement propice pour les OSC; 2. Promouvoir la participation des OSC dans les politiques nationales et 3. Accroître les capacités des OSC locales. Pour chaque priorité un certain nombre de déclarations ont été fournies. Les participants ont été encouragés à se prononcer, pour ou contre chaque déclaration, puis à discuter des perspectives de développement de la société civile en Mauritanie et de l'engagement requis de l'UE.

Parmi les nombreuses conclusions, il est apparu que les OSC non basées dans la capitale Nouakchott sont souvent exclues du processus. Ceci est également dû, entre autres, au



© Roadmap Support Facility



© Roadmap Support Facility

fait que la plupart des OSC sont reliées à des OSC internationales, qui sont concentrées dans la capitale; que les mécanismes de coordination et de représentation des OSC sont faibles et parfois contestés et que l'Internet n'est pas encore généralisé en dehors de la capitale. Les représentants des OSC ont également indiqué qu'un dialogue politique renforcé entre l'UE et le gouvernement serait nécessaire, pour soutenir un environnement propice dans le pays.

Les trois ateliers ont développé bien d'autres idées, points forts et faiblesses sur le rôle de la société civile en Mauritanie et l'engagement de l'UE. Dans l'ensemble, ils ont fourni des contributions plus que suffisantes pour rédiger les chapitres un et deux de la Feuille de route. En guise de suivi, et pour finaliser la feuille de route, des ateliers régionaux supplémentaires ont été organisés au cours des deux premières semaines d'avril à Nouakchott, Nouadhibou, Kaédi, Boghé, Aioun et Atar, afin de se prononcer sur les priorités et indicateurs de la Feuille de route.

Lors de ces ateliers régionaux, au cours desquels un total de 372 représentants d'OSC ont été consultés, les participants ont indiqué que «comprendre le rôle, les droits et les devoirs de la société civile» nécessite encore beaucoup d'attention et doit être considéré comme une condition pour jouer efficacement leur rôle. La feuille de route définitive pour la Mauritanie a été finalisée et présentée au cours de la semaine de l'Europe en mai.

Tina Veldkamp, experte de la Facilité d'appui à la Feuille de route en matière de leçons apprises

Du processus en Mauritanie, nous pouvons tirer un certain nombre de leçons. La première consiste en ce que j'appellerais «Ensemble pour le meilleur». Ceci représente l'engagement visible de la Délégation et des organismes de coopération des États membres en termes de présence et de répartition des tâches, combinant leurs efforts, leurs idées et leur ouverture à recevoir des commentaires constructifs sur l'engagement actuel de l'UE. C'est cela qui a fait de l'élaboration de la Feuille de route un processus utile et tellement plus qu'un simple document. La deuxième leçon est que l'accent placé au cours des consultations sur la société civile dans son ensemble a représenté un moyen très précieux pour comprendre le cadre des OSC et le contexte général dans lequel la société civile opère en Mauritanie

Une autre leçon est ce que je qualifierais : «Supprimer les barrages routiers.» En Mauritanie, où les gens n'ont pas de langue commune, la communication interculturelle et le fait de surmonter les obstacles linguistiques sont des défis importants pour élaborer efficacement une Feuille de route en vue de l'engagement stratégique avec la société civile. Faciliter l'interprétation simultanée a ouvert la porte à un dialogue inclusif. Et la dernière leçon est que, malgré une large définition de la société civile par l'UE, le concept de société civile signifie en pratique quelque chose de différent pour diverses cultures et dans différents contextes et détermine ce qui est inhérent à, et au-delà de, la capacité actuelle de changement de la société civile. De meilleurs outils peuvent être nécessaires pour identifier les limites opérationnelles des OSC et élaborer des stratégies en vue de se dégager de restrictions tangibles.



© Roadmap Support Facility



© Roadmap Support Facility

POUR OBTENIR DE PLUS AMPLES RENSEIGNEMENTS



Pour de plus amples renseignements, veuillez contacter:

**Commission Européenne, Direction Générale Coopération Internationale et développement,
Unité DEVCO B2 – SOCIÉTÉ CIVILE ET AUTORITÉS LOCALES**

E-mail: europaaid-b2@ec.europa.eu

ou visitez: <http://capacity4dev.ec.europa.eu/public-governance-civilsociety/>

Cette publication a été produite par la Facilité d'Appui feuilles de Route. Le contenu de cette publication ne peut en aucun cas être interprété comme reflétant les vues de l'Union européenne.